

## Nouvelles locales du mardi 29 juillet 2014

@rib News, 29/07/2014 ĩ Politique - AprĀ's sa suspension temporaire du parti Sahwanya Frodebu, lâ€™ancien prĀsident de la RĀpublique sous la pĀriode transitoire est sorti de son silence. En effet, lors dĀ'une confĀrence de presse animĀe mardi, Domitien Ndayizeye (photo) affirme quĀ'Āil a ĀtĀ surpris par cette dĀcision de son parti. Il prĀcise quĀ'Āil sera victime de ses initiatives de rĀconciliation des partis Sahwanya Frodebu et Frodebu Nyakuri. Il assure quĀ'Āil avait tenu une rĀunion avec lâ€™ancien prĀsident Ntibantungaya, LĀonce Ngendakumana et Jean Minani mais que les conclusions de cette derniĀre nĀont pas ĀtĀ communiquĀes aux Inziraguhemuka qui sont restĀs sur leur soif et lâ€™ont approchĀs sĀinformer. Il pense ainsi que cĀest cela qui aurait ĀtĀ considĀrĀ comme rĀunions illĀgales.

Il dĀploire tout de mĀme le fait que certains membres de ce parti aient ĀtĀ exclus pour avoir ouvertement critiquĀ la maniĀre dont les dirigeants du Frodebu sont en train de se comporter face Ā lâ€™exigence de rĀconciliation. Il dĀment en quĀ'Āil nĀa jamais voulu tenir ce dimanche un congrĀs visant la destitution des dirigeants actuels de son parti. MalgrĀ Ā cela, il dit prendre acte de cette dĀcision et affirme quĀ'Āil continuera Ā militer pour la rĀconciliation effective des deux partis tous se rĀclamant de Ndadaye. [rtr/rtnb/isanganiro/bonesha/rpa] - Lors dĀ'une Ātude commanditĀe par le FOCO et conduite par le professeur Gertrude Kazoviyo, il est remarquable que les jeunes Burundais sont en arriĀre sur la scĀne politique. Selon les rĀsultats de cette Ātude, les jeunes sont visibles surtout lors quĀ'Āil sĀagit de travailler pour le compte des partis politiques plus particuliĀrement Ā lâ€™approche ou pendant les campagnes Ālectorales mais que quand sĀagit de confectionner des listes de ceux qui doivent occuper des postes de responsabilitĀs, ils sont oubliĀs. Elle trouve pourtant que dans dĀautres pays, des places sont rĀservĀes aux jeunes et ils ont par consĀquent des possibilitĀs de participer dans la gestion du pays. Cela est ainsi alors que le gouvernement du Burundi a ratifiĀ la convention internationale leur accordant un rĀle important dans les instances de prise de dĀcisions; mais que par surprise, ce rĀle nĀapparaĀt pas dans le code Ālectoral. Selon elle donc, cela devrait Ātre la base de leur participation dans la gestion de la chose publique. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

ĩ Droits de lâ€™Homme - LĀONG Amnesty International a rendu public un rapport sur la situation politique au Burundi. Dans ce rapport, il est fait Ātat dĀun verrouillage de lâ€™espace politique contre les membres des partis politiques de lâ€™opposition ainsi que la restriction des libertĀs de rĀunion et de manifestation pour les organisations de la sociĀtĀ civile et des professionnels des mĀdias et de la population en gĀnĀral. Il trouve que le parti au pouvoir utilise les jeunes Imbonerakure pour dĀstabiliser les autres membres de lâ€™opposition et que ces Imbonerakure ne sont pas punis alors quĀ'Āune simple faute dĀun membre de lâ€™opposition est punie avec la plus grave sĀvĀritĀ. Le rapport trouve que cette dĀmarche est contraire Ā la dĀmocratie et met en pĀril le processus Ālectoral lequel le pays va bientĀt sĀengager. Il sĀĀtonne du fait des relations combien amicales entre les Imbonerakure et la pĀce qui fait que les exactions commises par ces jeunes affiliĀs au parti au pouvoir sont impunies. Il trouve par ailleurs que la situation sĀest dĀtĀriorĀe depuis que le prĀsident de la RĀpublique ait fait savoir quĀ'Āil pourra prĀsente sa candidature si son parti le demande alors que cette candidature serait contraire Ā la constitution du Burundi. Le rapport termine en demandant Ā la communautĀ internationale de suivre et surtout de prendre cette question en mains. Il demande aussi des enquĀtes sur la probable distribution des armes aux Imbonerakure et les entraĀnements para militaires sur le sol congolais. [isanganiro/bonesha/rpa/rtr]

- Le gouvernement du Burundi se dĀfend contre ce rapport dĀAmnesty International sur la restriction des libertĀs publiques et politiques. Selon le secrĀtaire gĀnĀral et porte-parole du gouvernement de Bujumbura, Amnesty International a toujours publiĀ des rapports pleins de mensonges. Philippe Nzobonariba constate que le Burundi est par contre classĀ dans les premiers pays en Afrique de lâ€™Est et mĀme de tous le continent voire du monde entier oĀ la libertĀ dĀexpression est garantie. Il estime plutĀt que cette ONG internationale doit avoir une dent contre le pouvoir en place au Burundi. [rtnb/rpa/bonesha/isanganiro/rtr] ĩ Justice - Les rescapĀs du site des dĀplacĀs de Bugendana dans la province de Gitega affirment quĀ'Āils ne sĀattendent pas Ā une vĀritĀe au grand jour par la CVR comme elle est conĀsue actuellement. Selon les dires de ces personnes, Ā ceux qui devraient faire partie de ladite commission devraient Ātre des personnes contre qui aucun soupĀson dans les maux qui ont endeuillĀ les Burundais ne pĀse. Mais, ils ont peur que ceux qui ont commis des crimes peuvent se retrouver dans cette commission surtout que ceux qui sont en train de la mettre en place dĀune maniĀre unilatĀrale peuvent avoir des crimes quĀ'Āils veulent cacher. Ainsi, ils trouvent quĀ'Āils ne pourront pas dire la vĀritĀe Ā ceux qui ont tuĀ les leurs. Ils demandent aussi de ne pas laisser de cĀtĀ lâ€™aspect juridictionnel de la rĀconciliation puis que pour eux, pas de rĀconciliation sans justice et pas de pardon sans identification de ceux qui doivent Ātre pardonnĀs. [bonesha]

- Le SĀnat burundais a votĀ cet aprĀs midi le projet de loi sur la Cour spĀciale des terres et autres biens. Le projet de loi a ĀtĀ votĀ sans dĀbat sauf un seul amendement apportĀ Ā ce texte votĀ par lâ€™assemblĀe nationale. Cette Cour connaĀtre des litiges fonciers non tranchĀs par la Commission Nationale Terres et autres Biens. Rappelons tout de mĀme que ce texte a ĀtĀ votĀ Ā lâ€™AssemblĀe nationale en lâ€™absence des dĀputĀs issus du parti Uprona qui boycottĀ la sĀance estimant que la cour sera anti constitutionnelle. De plus, la cour constitutionnelle avait envoyĀ une note Ā lâ€™assemblĀe nationale pour Āmettre certains avis et considĀrations dont aucune nĀa pourtant ĀtĀ retenue dĀputĀs lors de lâ€™analyse de ce texte. [isanganiro]

- La dĀfense de Pierre Claver Mbonimpa tient responsable le gouvernement du Burundi pour ce qui pourra arriver Ā ce dĀfenseur des droits de lâ€™homme si les vacances judiciaires prĀvus depuis le dĀbut du mois dĀaoĀt ont lieu sans que son dossier soit ĀtudiĀ quant au fond au tribunal de grande instance de Bujumbura mairie. Selon MaĀtre Armel Niyongere, le prĀsident de lâ€™APRODH souffre dĀune maladie incurable et nĀcessite des examens et analyse de laboratoire, quĀ'Āil doit avoir un suivi mĀdical et quĀ'Āil a un rĀgime alimentaire qui lui est propre suite Ā cette maladie. Il demande que le procĀs soit fixĀ dans les deux jours qui restent afin quĀ'Āil puisse Ātre entendu sur le fond dans les meilleurs dĀlais et avant que le pire ne lui arrive. [rtr/rpa] ĩ SĀcuritĀ - Des personnes ont ĀtĀ tuĀes sur la colline Mika de la commune Busoni en province Kirundo la nuit de ce lundi Ā mardi. Un des corps de ces derniĀres a ĀtĀ retrouvĀ dans un buisson de cette colline. La police indique que 4 suspects ont dĀjĀ ĀtĀ arrĀtĀs et que 10 autres sont en cavale vers la Tanzanie. Parmi les personnes dĀjĀ arrĀtĀes, figure le chef de c

colline Mika. [rtnb/rpa/bonesha]